

La Banque nationale en bref

SCHWEIZERISCHE NATIONALBANK
BANQUE NATIONALE SUISSE
BANCA NAZIONALE SVIZZERA
BANCA NAZIUNALA SVIZRA
SWISS NATIONAL BANK



La Banque nationale en bref

| | | |
|----|---|----|
| | Introduction | 5 |
| 1 | Le mandat de la Banque nationale | 6 |
| 2 | La stratégie de politique monétaire | 9 |
| 3 | La mise en œuvre de la politique monétaire | 14 |
| 4 | L’approvisionnement en numéraire | 21 |
| 5 | Le rôle de la Banque nationale dans le trafic des paiements sans numéraire | 24 |
| 6 | La gestion des actifs | 26 |
| 7 | La contribution de la Banque nationale à la stabilité financière | 29 |
| 8 | La coopération monétaire internationale | 33 |
| 9 | L’indépendance, l’obligation de rendre compte et les relations avec la Confédération | 37 |
| 10 | L’entreprise Banque nationale | 39 |
| 11 | Les fondements juridiques | 46 |
| | Annexes | |
| 1 | Publications et moyens d’information | 50 |
| 2 | Bilan de la Banque nationale | 54 |
| 3 | Adresses | 56 |



· SCHWEIZERISCHE · NATIONALBANK ·

La Banque nationale suisse (BNS) est la banque centrale du pays. Elle exerce le monopole d'émission des billets de banque et est chargée de conduire la politique monétaire du pays. Conformément à la Constitution et à la loi, la Banque nationale remplit ses tâches de manière indépendante, mais échange régulièrement des vues avec le Conseil fédéral, doit rendre compte à l'Assemblée fédérale et informer régulièrement le public de ses activités.

La présente brochure décrit les principales tâches et l'organisation de la Banque nationale. Le chapitre 1 présente le mandat et l'histoire de la BNS. Le chapitre 2 commente la stratégie adoptée par la BNS pour atteindre l'objectif de la stabilité des prix et les considérations qui la guident dans ses décisions de politique monétaire. Le chapitre 3 explique quels sont les instruments dont dispose la BNS pour mettre en œuvre ses décisions de politique monétaire. Le rôle de la BNS dans le trafic des paiements en Suisse fait l'objet du chapitre 4. Le chapitre 5 porte sur la contribution de la BNS au bon fonctionnement du trafic des paiements sans numéraire. Le chapitre 6 traite des actifs de la BNS, de leurs fonctions et des critères régissant leur gestion. La contribution de la BNS à la stabilité du système financier est présentée au chapitre 7. Les institutions et comités internationaux auxquels participe la BNS sont énumérés au chapitre 8. Quant au chapitre 9, il est consacré à l'indépendance de la BNS et à sa contrepartie, l'obligation de rendre compte, mais aussi aux relations entre la BNS et la Confédération. Le chapitre 10 décrit l'organisation de la BNS et présente l'organigramme de l'entreprise. Enfin, le chapitre 11 résume les fondements juridiques sur lesquels reposent les activités de la Banque nationale.

Les annexes contiennent une liste des principales publications de la Banque nationale, une présentation du bilan sous forme de graphiques et une liste des adresses.

La présente brochure est publiée en langues française, allemande, italienne et anglaise. Elle peut être obtenue auprès de la Bibliothèque de la BNS et est disponible, avec d'autres informations plus détaillées, sur le site Internet de la Banque nationale (www.snb.ch, Publications).

En sa qualité de banque centrale indépendante, la Banque nationale suisse (BNS) conduit la politique monétaire du pays. Son mandat consiste à mener une politique monétaire conçue de telle sorte que la monnaie garde sa valeur et que l'économie puisse se développer de manière optimale. Il est énoncé dans la Constitution et dans la loi sur la Banque nationale (LBN). L'art. 99 de la Constitution fédérale assigne à la Banque nationale la tâche de conduire, en tant que banque centrale indépendante, une politique monétaire servant les intérêts généraux du pays. Ce mandat est précisé à l'art. 5, al. 1, LBN: «Elle [la Banque nationale] assure la stabilité des prix. Ce faisant, elle tient compte de l'évolution de la conjoncture.»

Origine des banques centrales

Un système monétaire bien organisé et stable est l'une des principales conditions d'une économie prospère. Avec le passage à des Etats modernes, la création de monnaie et l'organisation du système monétaire ont été confiées en général à des institutions publiques, les banques centrales.

Les banques centrales ont des origines diverses. Parmi les plus anciennes, plusieurs étaient au départ des banques d'Etat chargées d'accorder des crédits à l'Etat et de gérer le patrimoine public. D'autres ont été fondées afin de renforcer la stabilité du système bancaire et de contrer les fréquents mouvements de panique qui affectaient les banques.

Comme d'autres banques centrales, la Banque nationale suisse a pris le relais d'instituts d'émission privés. Au XIX^e siècle, la Suisse comptait plusieurs banques cantonales et banques privées qui émettaient des billets de banque et se faisaient concurrence. Dans le sillage du développement rapide de l'économie suisse et de son intégration croissante dans l'économie mondiale, les intérêts des instituts d'émission privés coïncidaient de moins en moins avec les besoins de l'économie. Il en résulta notamment un approvisionnement insuffisant du pays en billets de banque. Des voix toujours plus nombreuses réclamèrent alors la création d'un établissement auquel serait octroyé le monopole d'émission des billets de banque. En 1891, la Constitution fédérale a été complétée par un article conférant à la Confédération le droit exclusif d'émettre des billets de banque. Mais il fallut attendre encore quinze ans avant que la loi fédérale sur la Banque nationale suisse n'entre en vigueur, début janvier 1906. Auparavant, le projet d'une banque d'Etat avait été rejeté par le peuple. La Banque nationale a commencé son activité en tant que banque centrale indépendante en juin 1907.

**Fondation de la
Banque nationale
suisse**

A l'époque de la fondation de la Banque nationale, les monnaies étaient rattachées à l'or dans quasiment tous les pays. La Banque nationale avait alors pour tâche «de servir, en Suisse, de régulateur du marché de l'argent et de faciliter les opérations de paiement». Elle était tenue d'échanger sur demande les billets de banque contre de l'or.

**Transformation
du régime monétaire**

Depuis, l'économie mondiale a fortement changé. L'or n'est plus l'élément-clé du système monétaire international, et les billets de banque ont perdu de leur importance au profit de la monnaie scripturale. Mais le mandat confié à la Banque nationale, à savoir mener une politique monétaire conçue de telle sorte que la valeur de la monnaie reste stable et que l'économie puisse prospérer, est demeuré inchangé.



La stabilité des prix est une condition essentielle de la croissance et de la prospérité. L'inflation (une hausse persistante du niveau des prix) comme la déflation (une baisse persistante du niveau des prix) entravent le développement de l'économie. Elles empêchent les prix de remplir pleinement leur fonction, qui est de favoriser une utilisation aussi productive que possible de la main-d'œuvre et du capital, et entraînent une redistribution des revenus et des richesses.

La stratégie de politique monétaire indique comment la Banque nationale entend remplir son mandat légal. Elle comprend trois éléments: une définition de la stabilité des prix, une prévision d'inflation conditionnelle portant sur les trois prochaines années et le taux directeur de la BNS que la Banque nationale a introduit en juin 2019 pour remplacer la marge de fluctuation assignée au Libor à trois mois pour le franc.

**Stratégie de
politique monétaire**

La Banque nationale définit la stabilité des prix comme une hausse annuelle inférieure à 2% de l'indice suisse des prix à la consommation (IPC). La déflation est elle aussi contraire à l'objectif de stabilité des prix. Dans sa définition, la Banque nationale tient compte de deux aspects: d'une part, elle ne peut influencer avec précision sur l'inflation et, d'autre part, l'IPC tend à surestimer quelque peu le renchérissement.

**Définition de la
stabilité des prix**

Prévision d'inflation conditionnelle

La prévision d'inflation publiée chaque trimestre par la Banque nationale sert d'indicateur principal pour la prise de décisions en matière de politique monétaire et constitue un élément central de la communication de la BNS. La prévision d'inflation, qui porte sur les trois prochaines années, reflète l'orientation à moyen terme de la politique monétaire. La Banque nationale prend ainsi en considération le fait que la production et les prix réagissent avec un décalage souvent important aux impulsions provenant de la politique monétaire. Par ailleurs, la BNS tient compte, dans ses décisions de politique monétaire, de nombreux indicateurs relatifs à l'évolution conjoncturelle et monétaire en Suisse et à l'étranger ainsi qu'à la stabilité financière (voir chapitre 7).

La prévision d'inflation de la Banque nationale repose sur l'hypothèse que le taux directeur de la BNS communiqué au moment de sa publication restera constant durant toute la période sur laquelle elle porte. Il s'agit donc d'une prévision conditionnelle, qui reflète l'appréciation de la Banque nationale concernant l'évolution des prix à la consommation si la politique monétaire demeure inchangée. Le public est ainsi en mesure d'évaluer le besoin d'agir à l'avenir en matière de politique monétaire. La prévision d'inflation publiée par la Banque nationale n'est pas comparable aux prévisions établies par des banques ou des centres de recherche, lesquelles intègrent généralement les adaptations attendues des taux d'intérêt.

Taux directeur de la BNS

La Banque nationale fixe le niveau de son taux directeur et communique de cette manière ses décisions de politique monétaire. Elle vise à maintenir les taux d'intérêt à court terme du marché monétaire gagé à un niveau proche de celui de son taux directeur. Elle concentre son attention sur le SARON (Swiss Average Rate Overnight), un taux de l'argent au jour le jour, qui est le plus représentatif des taux d'intérêt à court terme du marché monétaire gagé en francs.

La Banque nationale a introduit le taux directeur de la BNS en juin 2019 car l'horizon de la prévision d'inflation dépassait pour la première fois la fin du Libor (London Interbank Offered Rate) prévue début 2022. En 2017, l'autorité britannique de surveillance des marchés financiers avait annoncé qu'elle ne soutiendrait plus le Libor après 2021 étant donné que le marché monétaire non gagé sur lequel il repose n'a plus marqué de reprise depuis la crise financière. Depuis quelques années, la BNS participe aux efforts

déployés sur le plan national et international afin de créer d'autres taux d'intérêt de référence (voir chapitre 3).

La Banque nationale assure la stabilité des prix en influant, par ses opérations de politique monétaire, sur les taux d'intérêt et en adaptant ceux-ci à la situation économique. Les taux réels, soit les taux nominaux corrigés de l'inflation, jouent à cet égard un rôle important. En général, une baisse des taux d'intérêt réels stimule la demande et fait monter les prix des biens et des services, alors qu'une hausse des taux d'intérêt réels freine la demande et l'évolution des prix. Les banques centrales agissent sur les taux d'intérêt nominaux à court terme, mais comme le niveau des prix évolue lentement, elles influencent également les taux d'intérêt réels sur le court terme.

Influence sur les taux d'intérêt

Une politique monétaire indépendante ayant pour objectif la stabilité des prix présuppose le rattachement à un système de changes flottants. Cela ne signifie pas pour autant que la Banque nationale ne soit pas attentive à l'évolution des cours de change. En effet cette évolution a des conséquences déterminantes sur l'inflation et la conjoncture et, partant, sur les décisions de politique monétaire de la Banque nationale.

Rôle des cours de change

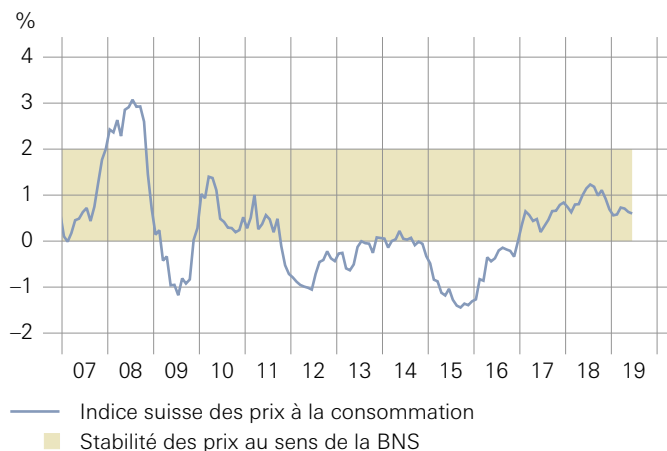
Des taux d'intérêt à des niveaux très bas réduisent la marge de manœuvre pour de nouvelles baisses de taux. Si, dans un tel environnement, une banque centrale souhaite assouplir davantage sa politique monétaire, elle doit prendre d'autres mesures de politique monétaire, dites non conventionnelles. Les principales mesures de cette nature adoptées par la Banque nationale durant les dernières années ont porté sur des interventions sur le marché des changes, la fixation temporaire d'un cours plancher pour l'euro et l'introduction d'un taux d'intérêt négatif sur les avoirs à vue que les banques et d'autres intervenants sur les marchés financiers détiennent à la BNS.

Mesures non conventionnelles

La Banque nationale procède à un examen approfondi de la situation économique et monétaire en mars, en juin, en septembre et en décembre. Cet examen conduit à une décision de politique monétaire. La Banque nationale motive sa décision dans un communiqué de presse, qui contient également la prévision d'inflation conditionnelle. En juin et en décembre, elle commente en outre sa politique monétaire lors d'une conférence de presse. Si les circonstances l'exigent, elle peut prendre des mesures de politique monétaire à tout moment, sans attendre le prochain examen de la situation économique et monétaire. L'évolution économique et les autres facteurs jouant un rôle dans les décisions de politique monétaire sont présentés dans le Rapport sur la politique monétaire, publié dans le *Bulletin trimestriel* de la BNS.

PRIX À LA CONSOMMATION

Variation par rapport à l'année précédente



Source: BNS.



La Banque nationale met en œuvre sa politique monétaire en influant sur le niveau des taux d'intérêt du marché monétaire. Elle vise, pour les taux d'intérêt à court terme du marché monétaire gagé, un niveau proche de celui de son taux directeur. Ce faisant, la Banque nationale concentre son attention sur le SARON, un taux de l'argent au jour le jour, qui est le taux d'intérêt le plus représentatif pour les prêts à court terme en francs.

Pour influencer sur les taux du marché monétaire, la BNS peut passer des opérations d'*open market* ou adapter la rémunération des avoirs à vue que les banques et d'autres intervenants sur les marchés financiers détiennent auprès d'elle. Les conditions sur le marché monétaire sont actuellement déterminées par le taux d'intérêt de $-0,75\%$ (taux d'intérêt négatif) appliqué aux avoirs à vue détenus par les banques à la BNS. La Banque nationale peut également intervenir au besoin sur le marché des changes afin d'influer sur les conditions monétaires.

Passage du Libor au SARON

En Suisse, le groupe de travail national sur les taux d'intérêt de référence étudie les possibilités de remplacer le Libor pour le franc sur le marché financier. En 2017, il a recommandé le SARON pour succéder au Libor. Depuis, les acteurs du marché travaillent intensivement au développement de nouveaux produits basés sur le SARON. Ainsi, il existe désormais un marché des swaps de taux d'intérêt qui sert de base pour l'établissement d'une courbe des taux d'intérêt liquide basée sur le SARON. Pour calculer le paiement des intérêts sur de longues périodes, le groupe de travail a recommandé d'utiliser des valeurs moyennes du SARON et présenté diverses possibilités à cet effet. La Banque nationale soutient le groupe de travail en assurant le secrétariat technique de ce dernier et en publiant des informations importantes sur son site Internet.

Les avoirs à vue (avoirs en comptes de virement) à la BNS sont les actifs les plus liquides d'une banque. Ils sont immédiatement disponibles pour les paiements et constituent des moyens de paiement ayant cours légal. Les banques les détiennent dans le but de disposer d'une réserve de liquidités et afin de remplir les exigences légales en matière de réserves minimales. Outre les avoirs en comptes de virement des banques établies en Suisse, les avoirs à vue comprennent les engagements à vue envers la Confédération, les avoirs en comptes de virement de banques et d'institutions étrangères et les autres engagements à vue. En mettant en œuvre ses instruments de politique monétaire, la Banque nationale influe sur le volume des avoirs à vue.

**Avoirs à vue à la
Banque nationale**

Réserves minimales

Inscrite dans la loi sur la Banque nationale, l'obligation de détenir des réserves minimales vise à assurer que les banques conservent un volume minimal de monnaie centrale. Les actifs en francs qui entrent dans les réserves minimales sont constitués des pièces de monnaie courantes, des billets de banque et des avoirs à vue détenus par les banques à la BNS. Les exigences en matière de réserves minimales s'élèvent actuellement à 2,5% des engagements déterminants. Ceux-ci sont composés de l'ensemble des engagements à court terme (jusqu'à 90 jours) libellés en francs et de 20% des engagements envers la clientèle sous forme d'épargne et de placements.

Toutes les banques domiciliées en Suisse ou dans la Principauté de Liechtenstein sont en principe agréées comme contreparties de la Banque nationale dans les opérations de politique monétaire. D'autres intervenants établis en Suisse (par exemple des assurances), mais aussi des banques ayant leur siège à l'étranger, peuvent également être agréés comme contreparties si leur participation aux opérations présente un intérêt pour la politique monétaire et s'ils contribuent à la liquidité du marché monétaire gagé en francs.

**Contreparties agréées
dans les opérations
de politique monétaire**

**Instruments de
politique monétaire**

Les opérations que la Banque nationale peut effectuer pour mettre en œuvre sa politique monétaire sont définies à l’art. 9 LBN. Les Directives générales de la Banque nationale suisse sur ses instruments de politique monétaire décrivent les instruments et procédures entrant en ligne de compte. Ces directives sont complétées par des notes qui s’adressent aux contreparties de la Banque nationale.

**Opérations d’*open market* et facilités
permanentes**

La Banque nationale distingue les opérations d’*open market* des facilités permanentes. Les opérations d’*open market* sont conclues à l’initiative de la BNS. Dans le cas des facilités permanentes, en revanche, l’initiative de passer des opérations revient aux banques.

Les opérations d’*open market* comprennent les opérations sur devises et les swaps de change, les pensions de titres ainsi que l’émission de propres titres de créance (Bons de la BNS). La BNS peut passer ses opérations d’*open market* dans le cadre d’appels d’offres ou sur une base bilatérale. Les transactions sur le marché monétaire sont généralement conclues via une plate-forme de négoce électronique.

Les facilités permanentes englobent la facilité pour resserrements de liquidités et la facilité intrajournalière. L’intervention de la BNS se limite, dans les deux cas, à la fixation des conditions auxquelles ses contreparties peuvent obtenir des liquidités. La facilité pour resserrements de liquidités permet aux contreparties de la BNS de faire face à un manque inattendu de liquidités. La facilité intrajournalière, quant à elle, vise à assurer le bon fonctionnement du trafic des paiements interbancaires dans le système SIC et du règlement des opérations de change dans le Continuous Linked Settlement, le système multilatéral de règlement des opérations de change (voir chapitre 5).



| | |
|--|--|
| Opérations sur devises | La Banque nationale peut acheter et vendre des monnaies étrangères contre des francs sur les marchés financiers. Les opérations sur devises de la BNS sont pour la plupart des opérations au comptant ou des swaps. Dans un swap de change, les deux parties concluent simultanément l'achat (ou la vente) de devises au comptant et la vente (ou l'achat) de ces mêmes devises à terme. La Banque nationale effectue des opérations sur devises avec de nombreuses contreparties en Suisse et à l'étranger. |
| Taux d'intérêt appliqué aux avoirs à vue à la BNS | Conformément à l'art. 9 LBN, la Banque nationale peut gérer des comptes rémunérés ou non rémunérés dont les titulaires sont des banques et d'autres intervenants sur les marchés financiers. Jusqu'en janvier 2015, les avoirs à vue (comptes de virement) n'étaient pas rémunérés. Depuis le 22 janvier 2015, la Banque nationale applique un taux d'intérêt de -0,75% (taux d'intérêt négatif) aux avoirs à vue détenus à la BNS par les banques et d'autres intervenants sur les marchés financiers si ces avoirs excèdent un montant exonéré. En appliquant un taux d'intérêt aux avoirs à vue et en fixant d'autres conditions, la Banque nationale influe sur le niveau des taux du marché monétaire. Elle agit ainsi sur le coût de la détention de liquidités. |
| Pensions de titres | Dans une pension de titres visant à injecter des liquidités, la BNS achète des titres à une banque (ou à une autre contrepartie agréée) et lui crédite la somme correspondante sur son compte de virement. Simultanément, il est convenu que la BNS revendra à la contrepartie, à une date ultérieure, une quantité équivalente de titres de la même catégorie. Dans une pension de titres visant à résorber des liquidités, les transactions sont inversées. L'emprunteur verse en règle générale un intérêt (taux des pensions de titres) au prêteur pour la durée de l'opération. |

Titres admis par la BNS dans ses pensions

La Banque nationale exige des garanties suffisantes pour ses opérations de crédit avec des banques et d'autres intervenants sur les marchés financiers. Elle se couvre ainsi contre d'éventuelles pertes et assure l'égalité de traitement entre ses contreparties. Les Directives générales sur les instruments de politique monétaire décrivent les titres que la BNS accepte en garantie. La Note sur les titres admis par la BNS dans ses pensions précise les critères d'éligibilité pour les pensions de titres. Etant donné que la Banque nationale admet également des banques ayant leur siège à l'étranger dans ses opérations de politique monétaire et que le volume de titres en francs est limité, elle accepte aussi des garanties libellées en monnaies étrangères. Les exigences minimales de la BNS en termes de négociabilité et de qualité des titres sont élevées.

La Banque nationale peut résorber des liquidités en émettant ses propres titres de créance libellés en francs (Bons de la BNS). La durée des Bons de la BNS s'élève au maximum à un an. La BNS peut également racheter ces Bons sur le marché secondaire en vue d'augmenter à nouveau les liquidités.

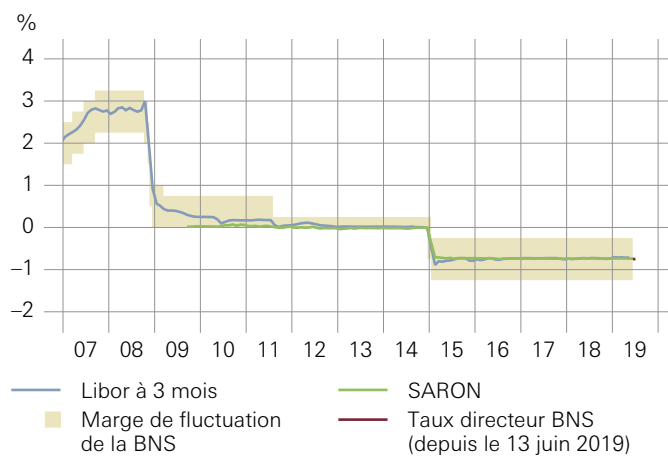
Bons de la BNS

Niveau élevé des liquidités dans le système bancaire

Les achats substantiels de devises que la Banque nationale a effectués à partir de 2009, notamment pour faire prévaloir le cours plancher de septembre 2011 à janvier 2015, ont entraîné une forte augmentation des liquidités dans le système bancaire, laquelle se traduit par le niveau élevé des avoirs à vue détenus à la Banque nationale. Dans un tel contexte, il n'a pas été nécessaire de passer des pensions de titres ces dernières années. La Banque nationale a aussi cessé d'émettre ou de racheter des Bons de la BNS.

TAUX D'INTÉRÊT À COURT TERME

Moyenne mensuelle des valeurs journalières



Source: BNS.

La Banque nationale détient le monopole d'émission des billets de banque. Elle approvisionne l'économie en billets répondant à des exigences élevées sous l'angle de la qualité comme sur le plan de la sécurité. A la demande de la Confédération, elle met également les pièces en circulation.

L'approvisionnement de l'économie en billets et en pièces est assuré par les services de caisse des sièges de Berne et de Zurich, mais aussi par 14 agences qui sont gérées par des banques cantonales et opèrent sur mandat de la Banque nationale. Celle-ci met en circulation les billets et les pièces en fonction des besoins du trafic des paiements et des fluctuations saisonnières de la demande de numéraire. Elle retire du circuit les billets et les pièces ne pouvant plus rester en circulation.

**Mise en circulation
et retrait de la
circulation des billets
et des pièces**

La Banque nationale assure essentiellement la distribution «de gros» des billets et des pièces, tandis que les banques, la Poste et les entreprises spécialisées dans le transport de fonds et le tri de numéraire se chargent de la distribution «de détail».

Les billets de banque suisses sont imprimés par Orell Füssli Sicherheitsdruck AG. Le droit de battre monnaie appartient exclusivement à la Confédération. Swissmint (anciennement la Monnaie fédérale), une entreprise de la Confédération basée à Berne, assure la frappe des pièces.

**Fabrication des
billets et des pièces**

La Banque nationale fixe la valeur nominale des coupures et en choisit le graphisme. Les questions de sécurité revêtent une importance particulière. Face à la rapidité des développements technologiques, il faut réexaminer en permanence la protection des billets contre les contrefaçons. En collaboration avec des tiers, la BNS développe de nouveaux éléments de sécurité qui permettent une protection efficace et moderne des billets contre la falsification. Dans le numéraire en circulation, la part des coupures falsifiées confisquées est faible.

Entre 2016 et 2019, la BNS a mis progressivement en circulation les six coupures qui composent la 9^e série de billets de banque. Au mois de juillet 2019, les nouveaux billets de 50 francs, de 20 francs, de 10 francs, de 200 francs et de 1000 francs étaient déjà en circulation. La dernière coupure, celle de 100 francs, le sera en septembre 2019. Jusqu'à nouvel avis, les billets de la 8^e série restent des moyens de paiement ayant cours légal.

Importance du numéraire et enquête sur les moyens de paiement

Bien que la part des transactions réglées à l'aide de numéraire ait diminué dans toutes les économies avancées au cours des dernières décennies, les billets restent un important moyen de paiement. Par rapport aux autres pays, la Suisse affiche un volume élevé de billets en circulation. Ainsi, en 2018, la circulation moyenne de billets de banque suisses s'est inscrite à 79 milliards de francs, soit environ 11% du produit intérieur brut en termes nominaux.

En 2017, la Banque nationale a mené une enquête représentative sur l'utilisation des différents moyens de paiement. Le rapport qu'elle a publié en 2018 fait apparaître que les paiements en espèces concernent 70% du nombre de transactions et 45% du montant total de ces dernières. Ces deux valeurs s'expliquent par le fait que les paiements de petits montants se font très souvent en espèces. Le numéraire est aussi utilisé pour le paiement de montants plus élevés: plus d'un tiers des paiements non récurrents supérieurs à 1 000 francs sont payés en espèces. Les deux plus grosses coupures, c'est-à-dire celles de 1000 francs et de 200 francs, sont répandues en Suisse. Elles sont d'abord utilisées pour payer des achats peu fréquents mais coûteux (tels que des voitures ou des meubles), mais aussi pour régler des factures aux guichets de la Poste. Les propriétés de l'argent liquide (acceptation et coûts) sont considérées bonnes, voire très bonnes.



Le rôle de la Banque nationale dans le trafic des paiements sans numéraire

La Banque nationale a pour tâche de faciliter et d'assurer le bon fonctionnement des systèmes de paiement sans numéraire, tâche qu'elle assume d'abord en qualité de mandante et de gestionnaire du système Swiss Interbank Clearing (système SIC, ou SIC).

Swiss Interbank Clearing (SIC)

Le SIC est le système de paiement centralisé de la Suisse pour les paiements en francs. Les banques et les autres intervenants sur le marché financier recourent au SIC pour régler leurs paiements interbancaires (c'est-à-dire portant sur de gros montants), mais aussi une grande partie des paiements de détail (c'est-à-dire concernant la clientèle et portant sur de faibles montants). Ces derniers sont essentiellement déclenchés par des instruments de paiement, tels que les virements bancaires et les recouvrements directs. De même, une partie des engagements découlant de transactions par carte est réglée de manière groupée via le SIC entre les intervenants participant au système. De plus, la Banque nationale utilise le SIC pour approvisionner en liquidités le marché monétaire en francs (voir chapitre 3).

Le SIC est un système de paiement à règlement brut en temps réel. Les ordres de paiement sont exécutés en temps réel, individuellement et irrévocablement. Les paiements sont effectués via les comptes de compensation SIC des participants et modifient en conséquence les soldes des comptes de virement détenus à la BNS.

La Banque nationale pilote le SIC en sa qualité de mandante et de gestionnaire du système. Elle détermine le cercle des participants, approvisionne le système en liquidités et définit les fonctionnalités de même que les dispositions régissant le règlement des paiements.

La BNS a donné le mandat d'exploiter le SIC à SIX Interbank Clearing SA, filiale de SIX Group SA (SIX). Cette société est une entreprise commune des banques suisses qui exploite l'infrastructure suisse des marchés financiers.

Le SIC est une infrastructure des marchés financiers d'importance systémique. A ce titre, il est soumis à la surveillance de la Banque nationale (voir chapitre 7).

Le SECOM, système de règlement des opérations sur titres exploité par SIX SIS SA, est raccordé au SIC. Ce raccordement garantit l'application du principe «livraison contre paiement» dans le déroulement des opérations sur titres. Ainsi, le transfert des titres dans le SECOM n'a lieu que si leur règlement a pu être effectué par le SIC, ce qui élimine tout risque de règlement.

Raccordement du
SECOM et du CLS
au SIC

Le système Continuous Linked Settlement (CLS) joue lui aussi un rôle important dans le trafic des paiements. Il s'agit d'un système multilatéral de règlement des opérations de change qui élimine les risques de règlement dans ce domaine. Le règlement d'engagements en francs (contre une autre monnaie traitée par le système CLS) est réalisé via une liaison entre le SIC et la CLS Bank, exploitante de ce système.

Fintech

La finance connaît actuellement une vague d'innovations dans le domaine des technologies financières (ou *fintech*, contraction de *financial technology*). La Banque nationale accorde une attention toute particulière aux répercussions que pourraient avoir ces innovations sur l'accomplissement de son mandat légal. Celles-ci touchent particulièrement le trafic des paiements sans numéraire portant sur de petits montants. Elles ont aussi des répercussions sur le SIC, puisque ce dernier permet d'effectuer non seulement des paiements interbancaires, mais aussi des paiements de détail. En tant que mandante du SIC, la Banque nationale soutient les innovations dans la mesure où celles-ci n'entravent ni la sécurité ni l'efficacité du système. Ainsi, depuis début 2019, la Banque nationale octroie aux entreprises titulaires d'une autorisation fintech l'accès au système SIC et aux comptes de virement auprès de la BNS, dans la mesure où ces entreprises exploitent un modèle d'affaires qui est important pour le trafic des paiements en francs.

Les actifs de la Banque nationale remplissent d'importantes fonctions sur le plan monétaire. Ils sont formés principalement de l'or, des placements en monnaies étrangères et, pour une faible part, d'actifs financiers en francs. Leur volume et leur composition dépendent du régime monétaire en vigueur et des besoins de la politique monétaire.

Réserves monétaires

Les placements en monnaies étrangères (réserves de devises), l'or, la position de réserve au Fonds monétaire international (FMI) et les droits de tirage spéciaux (DTS) du FMI constituent les réserves monétaires de la Suisse. Les réserves de devises sont en majeure partie des obligations (environ 80%) et des actions (environ 20%), libellées principalement en euros et en dollars des Etats-Unis. Les achats substantiels de devises qui ont été nécessaires depuis 2009 pour atténuer les pressions persistantes à la hausse sur le franc ont entraîné une forte augmentation des réserves de devises. La Banque nationale détient de l'or sous forme de lingots et, pour une petite part, de pièces. En tant qu'Etat membre du FMI, la Suisse reçoit des DTS, qui sont gérés par la BNS (voir chapitre 8, FMI).

Fonction des réserves monétaires

Les réserves monétaires donnent à la BNS la marge de manœuvre dont elle a besoin sur le plan monétaire. Elles revêtent une importance particulière pour une petite économie ouverte comme la Suisse, dont la place financière est de dimension internationale. Elles contribuent au renforcement de la confiance, jouent un rôle stabilisateur et servent en outre à prévenir et à surmonter des crises. Dans le contexte actuel, leur volume résulte principalement de la mise en œuvre de la politique monétaire.

Actifs financiers en francs

Au titre des actifs financiers en francs, la Banque nationale détient des obligations en francs et, le cas échéant, des créances résultant de pensions de titres (voir chapitre 3).

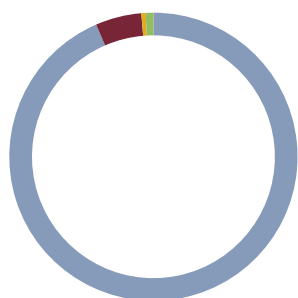
Dans ses placements, la Banque nationale obéit à des critères de liquidité, de sécurité et de rendement. Les Directives générales de la Banque nationale suisse sur la politique de placement décrivent la marge de manœuvre dans ce domaine et les processus à appliquer dans les placements et le contrôle des risques. La Banque nationale opère dans ce cadre selon les principes d'une gestion moderne de patrimoine. Par une diversification des placements, elle vise un rapport approprié entre risques et rendements.

Une forte part des réserves de devises est placée en obligations d'Etat américaines et européennes sûres et liquides. La durée moyenne d'immobilisation des capitaux porteurs d'intérêt (duration) était de près de quatre ans et demi fin 2018. La Banque nationale investit une partie des fonds dans d'autres monnaies et dans des titres dont les rendements escomptés sont plus élevés. C'est ainsi qu'elle a acquis des obligations d'entreprises étrangères et des actions d'émetteurs étrangers.

La Banque nationale ne vise avec ses placements en actions aucun but stratégique, par exemple vis-à-vis d'entreprises ou de branches. Au contraire, elle a une approche aussi neutre et passive que possible: son portefeuille reproduit la totalité de certains marchés boursiers. Dans certains cas, elle déroge toutefois au principe de couverture intégrale du marché. Ainsi, elle exclut de son portefeuille les actions de banques à moyenne ou à grande capitalisation, afin d'éviter tout conflit d'intérêts. Elle s'abstient par ailleurs d'acheter des actions d'entreprises qui violent massivement des droits humains fondamentaux, qui causent de manière systématique de graves dommages à l'environnement ou qui sont impliquées dans la fabrication d'armes condamnées sur le plan international. Dans l'exercice de ses droits de vote, la Banque nationale se concentre sur des entreprises européennes à moyenne ou à grande capitalisation et se restreint aux aspects relatifs à la bonne gestion d'entreprise.

Une large diversification pour ce qui a trait aux monnaies, aux catégories de placements et aux émetteurs permet à la BNS d'obtenir de meilleurs rendements à long terme, tout en assurant un profil de risque plus équilibré. Toutefois, pour des raisons d'intérêt supérieur, la BNS peut être amenée à assumer sciemment certains risques et à subir des pertes. Ainsi, elle ne se couvre pas contre le risque de change et, partant, contre une appréciation du franc, car une telle couverture aurait des répercussions indésirables sur le plan de la politique monétaire. Pour faire face aux risques financiers, la BNS a besoin de détenir un volume suffisant de fonds propres. Elle y pourvoit en attribuant chaque année une partie de ses bénéfices aux provisions qu'elle doit constituer (voir chapitre 10).

STRUCTURE DES ACTIFS DE LA BNS



Total: 817 milliards de francs
fin 2018.

La contribution de la Banque nationale à la stabilité financière

Un système financier est stable lorsque ses diverses composantes, à savoir les banques et les infrastructures des marchés financiers, sont en mesure de remplir leurs fonctions et de résister aux dysfonctionnements auxquels elles peuvent être exposées. La stabilité financière constitue une condition importante du développement favorable de l'économie et d'une mise en œuvre efficace de la politique monétaire.

Conformément à la loi qui la régit, la Banque nationale a également pour tâche de contribuer à la stabilité du système financier. C'est pourquoi elle analyse les sources de risques pour le secteur financier, surveille les infrastructures des marchés financiers d'importance systémique et participe à l'élaboration des conditions-cadres prévalant sur la place financière suisse. Elle prête une attention toute particulière à la résilience des banques d'importance systémique. La BNS publie chaque année un rapport sur la stabilité financière. Elle y donne son appréciation au sujet de la stabilité du secteur bancaire suisse et prend position sur les évolutions et les risques dans l'environnement économique global et le secteur bancaire suisse.

Mandat légal

Afin d'instituer un cadre favorable à la stabilité du système financier, la BNS collabore, sur le plan national, avec l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA) et le Département fédéral des finances (DFF). Elle se place dans une perspective systémique et se concentre donc sur les aspects macroprudentiels de la réglementation. Quant à la FINMA, elle est compétente entre autres pour la surveillance des établissements pris individuellement, c'est-à-dire au niveau microprudentiel. En outre, la BNS est représentée dans divers organes qui, sur le plan international, traitent de questions portant sur la stabilité financière, la réglementation des marchés financiers et les infrastructures des marchés financiers.



Mesures réglementaires en vue de renforcer la stabilité financière

Le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire est un organe central pour la réglementation bancaire (voir chapitre 8). En réponse à la crise financière, il a révisé en 2010 l'accord de Bâle sur les fonds propres (Bâle III). Ainsi, les exigences de fonds propres imposées aux banques sur le plan mondial ont été renforcées, et des exigences quantitatives en matière de liquidités, introduites. La révision de l'approche standard pour le calcul des risques opérationnels et des risques de crédit, soit la dernière mesure prévue, a aussi été réalisée. La Suisse met en œuvre progressivement les prescriptions de Bâle III. La plupart des banques suisses doivent détenir des fonds propres supplémentaires. En outre, les banques qualifiées d'importance systémique par la BNS (actuellement Credit Suisse Group SA, UBS SA, la Banque cantonale de Zurich, le groupe Raiffeisen et PostFinance SA) sont tenues de satisfaire à des exigences de fonds propres particulières. Ces banques doivent aussi respecter des dispositions spéciales concernant les liquidités, la répartition des risques et les plans d'urgence. Le risque est ainsi réduit de devoir sauver une banque dont la faillite représenterait un problème pour l'économie en raison de sa taille et de son importance (problématique du *too big to fail*). A cette fin également, il faut s'assurer que les banques puissent, en cas de faillite, continuer à assumer leurs fonctions importantes pour l'économie.

Bâle III prévoit aussi des mesures macroprudentielles, notamment le volant anticyclique de fonds propres. Si ce volant est activé, les banques sont tenues d'accroître temporairement leurs fonds propres – en plus des exigences qui leur sont imposées en la matière – selon l'ampleur des déséquilibres observés sur le marché du crédit. Le volant anticyclique vise ainsi à renforcer la capacité de résistance du secteur bancaire face aux risques d'une croissance excessive du crédit, tout en empêchant une croissance extrême. En 2013, le Conseil fédéral a activé le volant anticyclique de fonds propres pour les prêts hypothécaires destinés à financer des objets d'habitation. Depuis 2014, le volant de fonds propres s'élève à 2% des positions correspondantes, pondérées en fonction des risques.

Surveillance des infrastructures des marchés financiers

Dans le domaine de la surveillance des infrastructures des marchés financiers, la Banque nationale se concentre sur les systèmes de paiement, les contreparties centrales et les dépositaires centraux d'où peuvent découler des risques pour le secteur financier. De tels risques surgissent par exemple lorsque des difficultés opérationnelles, techniques ou financières d'une infrastructure des marchés financiers se répercutent sur d'autres infrastructures des marchés financiers ou sur des intermédiaires financiers, pouvant ainsi causer de graves dysfonctionnements sur ces marchés. Les exploitants de ces infrastructures doivent satisfaire à des exigences minimales qui sont définies dans les dispositions d'exécution de la loi sur la Banque nationale (ordonnance de la Banque nationale). La BNS coopère avec la FINMA pour ce qui a trait à la surveillance des exploitants titulaires d'une licence bancaire. Lorsqu'il s'agit d'infrastructures des marchés financiers dont le siège est à l'étranger, elle collabore avec les autorités étrangères concernées.

Aide extraordinaire sous forme de liquidités

La Banque nationale n'agit pas seulement à titre préventif, mais joue également un rôle actif dans la résolution de crises financières. En cas de crise, il lui incombe de maintenir l'approvisionnement en liquidités. Dans certaines circonstances, elle peut ainsi être amenée à mettre de très grandes quantités de liquidités à la disposition du marché.

Si la situation l'exige, la BNS peut aussi intervenir en tant que prêteur ultime (*lender of last resort*) et fournir à certaines banques une aide extraordinaire sous forme de liquidités. Il faut pour cela que la ou les banques concernées revêtent une importance systémique, soient solvables et puissent fournir des garanties suffisantes.

La coopération monétaire internationale vise à assurer le bon fonctionnement et la stabilité du système monétaire et financier international, et à contribuer à la résolution de crises économiques. La Suisse, qui a sa propre monnaie et une place financière importante, est fortement intégrée dans l'économie mondiale. Elle bénéficie par conséquent d'un système monétaire et financier stable au niveau mondial.

Dans le cadre de la coopération monétaire internationale, la Banque nationale joue un rôle actif au sein du Fonds monétaire international (FMI), de la Banque des Règlements Internationaux (BRI), du Conseil de stabilité financière (CSF) et de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Elle collabore avec la Confédération pour ce qui est de la participation au FMI, au CSF et à l'OCDE.

Le FMI s'emploie à maintenir la stabilité du système monétaire et financier international ainsi que la stabilité macroéconomique et financière des Etats membres, dont il suit et analyse régulièrement l'évolution économique. Le FMI accorde des crédits aux pays confrontés à des difficultés de balance des paiements, les fonds utilisés à cet effet étant fournis par les Etats membres. La Suisse exerce son influence par l'intermédiaire de ses représentants au sein du Conseil des gouverneurs, du Comité monétaire et financier international (CMFI) et du Conseil d'administration (voir encadré «La Suisse et le FMI»).

FMI

La BRI, dont le siège est à Bâle, fait office de banque des banques centrales et, depuis près de 90 ans, constitue un forum servant la coopération monétaire et financière internationale. La Banque nationale participe aux travaux de divers comités qui siègent à la BRI, notamment le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire, le Comité sur les paiements et les infrastructures de marché, le Comité sur le système financier mondial et le Comité des marchés.

BRI



La Suisse et le FMI

La Suisse est membre du FMI depuis 1992. La Confédération et la Banque nationale assurent toutes deux l'application du statut de la Suisse en tant que membre du FMI. Le président de la Direction générale de la BNS représente la Suisse au Conseil des gouverneurs, qui est l'organe suprême de décision du FMI et compte un représentant par pays membre. Le chef du Département fédéral des finances (DFF) est l'un des 24 membres du Comité monétaire et financier international (CMFI), le principal organe consultatif du FMI. La Suisse constitue un groupe de vote avec l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, la Pologne, la République kirghize, la Serbie, le Tadjikistan et le Turkménistan. L'administrateur de ce groupe de vote occupe l'un des 24 sièges du Conseil d'administration, principal organe opérationnel du FMI. La Suisse et la Pologne occupent alternativement, à raison de deux ans chacune, le siège d'administrateur du groupe de vote et celui de suppléant de l'administrateur. Lorsque l'administrateur du groupe de vote est désigné par la Suisse, il s'agit en alternance d'un représentant du DFF et d'un représentant de la Banque nationale. Le DFF et la BNS arrêtent la politique de la Suisse au FMI et apportent leur soutien à l'administrateur de ce groupe de vote dans la conduite des affaires.

Le CSF rassemble les autorités nationales, les organisations internationales et les instances internationales de réglementation responsables de la stabilité financière. Dans l'assemblée plénière du CSF, la Suisse est représentée par la Banque nationale et le DFF. La Banque nationale est en outre membre du Comité de pilotage et du Comité d'évaluation des risques. La représentation de la Suisse dans d'autres comités est assumée soit par la FINMA, soit par le DFF, soit par la BNS, qui définissent conjointement la position suisse.

CSF

| | |
|-------------------------------------|--|
| OCDE | Divers comités de l'OCDE s'emploient à favoriser les relations de politique économique, de politique sociale et de politique de développement entre les 36 pays membres. En collaboration avec la Confédération, la BNS représente la Suisse au Comité de politique économique (CPE), au Comité des marchés financiers (CMF) et au Comité des statistiques et de la politique statistique (CSSP). |
| G20 | La Confédération et la Banque nationale participent sur invitation aux réunions des ministres des finances et des gouverneurs des banques centrales des pays du G20, soit les vingt principaux pays industrialisés et émergents. La BNS prend part aux groupes de travail correspondants. |
| Coopération bilatérale | La Banque nationale travaille, sur une base bilatérale, avec d'autres banques centrales et avec des autorités étrangères. Elle participe à l'échange d'informations sur des thèmes débattus au sein d'institutions financières internationales. Elle prend part aussi aux dialogues financiers avec d'autres pays, ces dialogues étant placés sous la direction du Secrétariat d'Etat aux questions financières internationales (SFI). De surcroît, la Banque nationale apporte une aide technique aux banques centrales qui en font la demande. Cette aide est fournie en règle générale sur place ou en Suisse par des experts de la Banque nationale sous la forme de conseils individuels. La BNS assume en outre des engagements dans le cadre d'activités transnationales afin de promouvoir, au niveau des instituts d'émission, l'échange de savoir-faire dans des domaines spécifiques aux banques centrales. Enfin, la Banque nationale peut, dans le cadre de la loi sur l'aide monétaire et en collaboration avec la Confédération, accorder des prêts et des garanties à des institutions internationales et à des Etats. |
| Principauté de Liechtenstein | La Suisse et la Principauté de Liechtenstein sont liées par un accord monétaire depuis 1980. Une union monétaire de fait avait déjà lié les deux pays pendant 60 ans. La Banque nationale exerce les fonctions de banque centrale de la Principauté, et le franc y est le moyen de paiement ayant cours légal. |

L'indépendance, l'obligation de rendre compte et les relations avec la Confédération

Dans l'accomplissement de son mandat de politique monétaire, la Banque nationale est indépendante du gouvernement et du Parlement. Cette réglementation a été choisie parce que la stabilité des prix, comme l'expérience le montre, est mieux garantie par les banques centrales qui sont indépendantes des milieux politiques. L'indépendance de la BNS a pour contrepartie une obligation de rendre compte au Conseil fédéral, à l'Assemblée fédérale et au public.

L'indépendance de la Banque nationale est ancrée dans la Constitution fédérale. Elle recouvre plusieurs volets qui sont précisés dans la loi sur la Banque nationale (LBN). L'indépendance fonctionnelle interdit à la BNS et aux membres de ses organes de recevoir, dans l'accomplissement des tâches de politique monétaire, des instructions du Conseil fédéral, de l'Assemblée fédérale ou d'autres organismes (art. 6 LBN). L'indépendance financière englobe l'autonomie budgétaire, qui découle de la forme juridique de la BNS, à savoir celle de société anonyme régie par une loi spéciale, et l'interdiction d'accorder des crédits à la Confédération (art. 11 LBN), ce qui empêche l'Etat de «faire tourner la planche à billets». L'indépendance institutionnelle trouve son expression dans le fait que la banque centrale est dotée de la personnalité juridique et d'une organisation propre. Enfin, l'indépendance des membres de l'organe dirigeant est assurée en ce sens que les membres de la Direction générale et leurs suppléants ne peuvent être révoqués, pendant la durée de leur mandat, que s'ils ne remplissent plus les conditions nécessaires à l'exercice de celui-ci ou s'ils ont commis une faute grave (art. 45 LBN).

Fondements légaux de l'indépendance

En contrepartie de son indépendance, la BNS doit rendre compte au Conseil fédéral, à l'Assemblée fédérale et au public, et satisfaire à une obligation d'informer (art. 7 LBN). C'est pourquoi elle examine avec le Conseil fédéral la situation économique, la politique monétaire et certaines questions en rapport avec la politique économique de la Confédération. A cette fin, la Direction générale rencontre régulièrement la Délégation du Conseil fédéral pour les questions financières. En outre, la BNS présente chaque année un rapport écrit (le *Compte rendu d'activité*) à l'Assemblée fédérale sur l'accomplissement de ses tâches légales et expose sa politique

Obligation d'informer et de rendre compte

monétaire devant les commissions concernées des Chambres fédérales. Enfin, elle informe le public de sa politique par des communiqués et des conférences de presse, des exposés et des publications paraissant à intervalles réguliers, en particulier son *Bulletin trimestriel*. Du fait que la BNS explique sa politique et rend compte de ses décisions et de leurs répercussions, son activité gagne en transparence.

Concours et contrôle de la Confédération

La Banque nationale assumant une tâche publique, elle est administrée avec le concours et sous le contrôle de la Confédération. Aussi le Conseil fédéral nomme-t-il la majorité des membres du Conseil de banque, dont le président et le vice-président, ainsi que les membres de la Direction générale et les membres suppléants de celle-ci sur proposition du Conseil de banque. En outre, il approuve le Règlement d'organisation de la BNS adopté par le Conseil de banque. Par ailleurs, le *Rapport financier* doit lui être soumis pour approbation avant d'être présenté à l'Assemblée générale. Le gouvernement fédéral s'assure ainsi de la bonne gestion de la BNS.

Services bancaires fournis à la Confédération

La Banque nationale fournit également des services bancaires à la Confédération (art. 5, al. 4, et art. 11 LBN). La BNS tient des comptes à vue en francs et en monnaies étrangères pour la Confédération. Elle les utilise pour les paiements, en Suisse et à l'étranger, de la Confédération. En outre, la BNS conseille la Confédération et lui fournit son appui sur le plan technique lors de l'émission de créances comptables à court terme et d'emprunts fédéraux. Elle fait également office de domicile de paiement pour les coupons et les remboursements d'emprunts. Enfin, la BNS gère des dépôts de titres et effectue pour la Confédération des opérations sur devises. Les services bancaires rendus à la Confédération sont régis par une convention conclue entre l'Administration fédérale des finances et la Banque nationale.

La Banque nationale est une société anonyme du droit fédéral régie par une loi spéciale. Elle est administrée conformément à cette loi, avec le concours et sous la surveillance de la Confédération. Les actions sont nominatives et cotées à la Bourse suisse. Le capital-actions est de 25 millions de francs. Environ la moitié des actions sont détenues par des collectivités et établissements suisses de droit public (cantons, banques cantonales, etc.). Le reste est pour l'essentiel en mains de particuliers. La Confédération ne possède aucune action.

Provisions et répartition du bénéfice

La loi sur la Banque nationale comprend des dispositions spéciales sur la détermination du bénéfice (art. 30 LBN). Selon ces dispositions, la BNS doit, à partir de ses revenus, constituer d'abord des provisions suffisantes pour maintenir les réserves monétaires au niveau requis par la politique monétaire. A cette fin, la Banque nationale se fonde sur l'évolution de l'économie suisse, soit sur le taux de croissance moyen du produit intérieur brut (PIB) nominal des cinq dernières années. Elle tient également compte des risques découlant de l'accroissement de son bilan. Le produit restant représente le bénéfice pouvant être distribué. Depuis l'exercice 2011, le montant attribué à la provision pour réserves monétaires a été relevé de manière à correspondre au double du taux de croissance du PIB nominal. En outre, il a été décidé qu'à partir de l'exercice 2016, l'attribution annuelle devait s'élever à 8% au moins du solde de la provision pour réserves monétaires à la fin de l'exercice précédent. L'art. 31 LBN prévoit que, sur le bénéfice annuel distribuable, une part est affectée au versement d'un dividende représentant au maximum 6% du capital-actions, et que le solde revient pour un tiers à la Confédération et pour deux tiers aux cantons.



Etant donné la forte fluctuation des revenus de la BNS, la loi sur la Banque nationale prévoit d'assurer une répartition constante. Le montant annuel du bénéfice distribué à la Confédération et aux cantons est fixé dans une convention conclue entre le Département fédéral des finances et la Banque nationale, qui vise un lissage sur plusieurs années. A cet effet, la Banque nationale gère dans son bilan une réserve pour distributions futures. En vertu de la convention portant sur les exercices 2016 à 2020, la Confédération et les cantons reçoivent en principe chaque année un montant de 1 milliard de francs, pour autant que la réserve pour distributions futures ne devienne pas négative du fait de ce versement. A condition que cette réserve le permette, les distributions ayant été suspendues ou réduites seront compensées au cours des années suivantes. Si le solde de cette réserve dépasse 20 milliards de francs, le montant versé pourra être relevé jusqu'à 2 milliards.

L'organisation interne est régie par la loi sur la Banque nationale et par le Règlement d'organisation. La BNS a deux sièges, l'un à Berne et l'autre à Zurich, ainsi qu'une succursale à Singapour. Elle dispose également de représentations dans les villes de Bâle, de Genève, de Lausanne, de Lucerne, de Lugano et de Saint-Gall, où œuvrent des délégués aux relations avec l'économie régionale. Ces derniers, comme les délégués basés aux sièges de Zurich et de Berne, sont chargés d'observer l'évolution économique sur le plan régional et d'expliquer la politique de la Banque nationale. Pour la mise en circulation et la reprise de billets et de pièces, la Banque nationale dispose en outre de 14 agences gérées par des banques cantonales.

Organisation interne

La Banque nationale compte trois départements. Les unités d'organisation des 1^{er} et 3^e départements sont pour la plupart à Zurich, alors que celles du 2^e département sont en majorité à Berne. Chacun des trois départements est dirigé par un membre de la Direction générale et son suppléant.

L'Assemblée générale des actionnaires a lieu chaque année, habituellement en avril. En raison du caractère public des tâches assignées à la BNS, les pouvoirs de cet organe sont fortement limités en comparaison avec une société anonyme de droit privé.

Assemblée générale

| | |
|---------------------------|--|
| Conseil de banque | <p>Le Conseil de banque surveille et contrôle la gestion des affaires de la BNS. Il compte onze membres. Le Conseil fédéral en nomme six, dont le président et le vice-président, et l'Assemblée générale en élit cinq. Le Conseil de banque constitue en son sein un Comité d'audit, un Comité des risques, un Comité de rémunération et un Comité de nomination.</p> |
| Direction générale | <p>La Direction générale est l'organe exécutif suprême de la Banque nationale. Elle compte trois membres. Il lui appartient notamment de prendre les décisions de politique monétaire, de fixer la stratégie pour le placement des actifs, de contribuer à la stabilité du système financier et d'assurer la coopération monétaire internationale. Elle représente la BNS auprès du public.</p> <p>La Direction générale élargie est formée des trois membres de la Direction générale et de leurs trois suppléants. Elle arrête les principes stratégiques afférents à la gestion des affaires.</p> <p>Le Collège des suppléants est responsable de la gestion opérationnelle et assure la coordination pour toutes les questions relevant de l'exploitation et ayant une portée interdépartementale.</p> <p>Les membres de la Direction générale et leurs suppléants sont nommés par le Conseil fédéral, pour une période administrative de six ans, sur proposition du Conseil de banque. Leur mandat est renouvelable.</p> |
| Effectifs | <p>Fin 2018, la BNS employait 923 personnes, soit 849 équivalents plein temps. Il s'agit principalement d'économistes, de juristes, d'employés de banque, d'informaticiens et de techniciens. La Banque nationale comptait en outre 20 apprentis.</p> |



Organigramme

Etat le 1^{er} juillet 2019

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

ORGANE DE RÉVISION

CONSEIL DE BANQUE

RÉVISION INTERNE

DIRECTION GÉNÉRALE

DIRECTION GÉNÉRALE ÉLARGIE

COLLÈGE DES SUPPLÉANTS

1^{er} DÉPARTEMENT

Secrétariat général

Secrétariat des organes de la Banque

Communication

Documentation

Coordination de la recherche et éducation économique

Affaires économiques

Analyses de politique monétaire

Prévisions d'inflation

Conjoncture

Coopération monétaire internationale

Coordination multilatérale

Analyses de politique économique internationale

Coopération bilatérale

Statistique

Balance des paiements et Comptes financiers de la Suisse

Statistique bancaire

Publications et banques de données

Affaires juridiques

Compliance

Ressources humaines

Immeubles et services

2° DÉPARTEMENT

Stabilité financière

Système bancaire

Banques d'importance systémique

Surveillance

Billets et monnaies

Assistance technique des opérations

Approvisionnement et logistique

Circulation de numéraire Est

Circulation de numéraire Ouest

Comptabilité

Controlling

Gestion des risques

Risques opérationnels et sécurité

3° DÉPARTEMENT

Marchés monétaire et des changes

Marché monétaire

Devises et or

Gestion des actifs

Gestion de portefeuille

Négoce de portefeuille

Opérations bancaires

Analyses des opérations bancaires

Middle office

Back office

Informatique

Applications de banque centrale

Systèmes d'informations statistiques et économiques

Gestion interne

Infrastructure

Services informatiques centraux

Analyse des marchés financiers

Singapour

Le mandat de la Banque nationale découle de la Constitution fédérale (Cst.). Le cadre légal dans lequel la Banque nationale suisse exerce son activité est fixé par la loi sur la Banque nationale (LBN) du 3 octobre 2003, par les différentes dispositions d'exécution de cette dernière et par la loi fédérale sur l'unité monétaire et les moyens de paiement (LUMMP) du 22 décembre 1999.

Constitution fédérale

En vertu de l'art. 99 Cst., la BNS doit mener une politique monétaire servant les intérêts généraux du pays.

L'art. 99 Cst. inscrit en outre dans le droit constitutionnel l'indépendance de la Banque nationale et fait obligation à celle-ci de constituer, à partir de ses revenus, des réserves monétaires suffisantes, dont une partie en or. L'indépendance et les réserves monétaires doivent contribuer à asseoir la confiance du public dans la stabilité de la valeur de la monnaie. Enfin, conformément à la Constitution, la BNS doit verser au moins deux tiers de son bénéfice net aux cantons (voir chapitre 10, Répartition du bénéfice).

Loi sur la Banque nationale et dispositions d'exécution

L'activité de la Banque nationale est régie en premier lieu par la LBN. Celle-ci concrétise le mandat constitutionnel (art. 5) et l'indépendance de la BNS (art. 6) ainsi que l'obligation qui incombe à cette dernière d'informer et de rendre compte au Conseil fédéral, au Parlement et au public (art. 7). Les opérations de la BNS sont décrites aux art. 9 à 13 LBN.

En outre, la LBN fournit des bases légales pour l'établissement de statistiques portant sur les marchés financiers (art. 14 à 16), l'obligation faite aux banques de détenir des réserves minimales (art. 17 et 18) et la surveillance des infrastructures des marchés financiers d'importance systémique (art. 19 à 21).

Les dispositions de détail dans ces trois domaines qui relèvent de l'exercice de la puissance publique figurent dans l'ordonnance de la Banque nationale (OBN) arrêtée par la Direction générale ainsi que dans la loi sur l'infrastructure des marchés financiers (LIMF).

La LBN concrétise également l'obligation, ancrée dans la Constitution, pour la Banque nationale de constituer, à partir de ses revenus, des réserves monétaires suffisantes. Elle contient, aux art. 30 et 31, des règles explicites sur la détermination et la répartition du bénéfice.

Enfin, la LBN pose les bases de l'organisation de la Banque nationale (art. 3 et 33 à 48). Des précisions dans ce domaine figurent dans le Règlement d'organisation (ROrg), qui est édicté par le Conseil de banque et approuvé par le Conseil fédéral.

La Banque nationale recourt principalement à des instruments opérationnels pour mettre en œuvre sa politique monétaire. Ceux-ci sont énumérés à l'art. 9 LBN. Des précisions à ce sujet figurent dans les Directives générales sur les instruments de politique monétaire et dans les Directives générales sur la politique de placement.

La loi fédérale sur l'unité monétaire et les moyens de paiement (LUMMP) désigne le franc comme unité monétaire et régit toutes les questions d'intérêt public en rapport avec l'unité monétaire et les moyens de paiement ayant cours légal. Ceux-ci sont constitués non seulement des pièces et des billets de banque, mais aussi des avoirs à vue, en francs, qui sont détenus en comptes de virement à la BNS. La Banque nationale fixe les critères d'ouverture d'un compte de virement à la BNS pour les agents du trafic des paiements.

**Loi fédérale sur
l'unité monétaire et les
moyens de paiement**

Le statut de la Suisse en tant que membre du Fonds monétaire international (FMI) et du Groupe de la Banque mondiale est régi par la loi fédérale du 4 octobre 1991 concernant la participation de la Suisse aux institutions de Bretton Woods. Cette loi règle également la collaboration entre la Confédération et la Banque nationale dans le cadre du FMI. Ainsi, le Conseil fédéral nomme, en accord avec la Banque nationale, le représentant de la Suisse au FMI. Une convention réglemente la marche à suivre pour les prises de position à remettre au FMI.

La loi fédérale du 19 mars 2004 sur l'aide monétaire internationale (LAMO) clarifie la répartition des tâches entre la Confédération et la BNS concernant l'octroi de crédits d'aide monétaire. La Banque nationale peut être chargée par le Conseil fédéral d'accorder des prêts ou des garanties en cas de sérieuses perturbations du système monétaire international. Un crédit-cadre de 10 milliards de francs est prévu à cet effet. La BNS peut aussi être appelée à accorder des prêts à des fonds spéciaux du FMI.

Enfin, la participation de la Suisse aux nouveaux accords d'emprunt (NAE) repose sur des arrêtés fédéraux ad hoc. Ceux-ci prévoient que la BNS est l'institution participante et qu'elle peut accorder les crédits concernés au FMI. La BNS participe aux NAE à hauteur de 7,6 milliards de francs au maximum.



1 PUBLICATIONS ET MOYENS D'INFORMATION

| | |
|--|--|
| Rapport de gestion | Le <i>Rapport de gestion</i> se compose du Compte rendu d'activité et du Rapport financier. Dans son <i>Compte rendu d'activité</i> , la Banque nationale présente à l'Assemblée fédérale un rapport sur l'accomplissement de ses tâches. Le <i>Rapport financier</i> comprend le Rapport annuel et les Comptes annuels de la Banque nationale, dont le bilan, le compte de résultat et l'annexe. Le <i>Rapport de gestion</i> paraît chaque année, début avril, en français, en allemand, en italien et en anglais (sous forme imprimée et électronique). |
| Bulletin trimestriel | Le <i>Bulletin trimestriel</i> comprend le <i>Rapport sur la politique monétaire</i> , destiné à la Direction générale pour l'examen trimestriel de la situation économique et monétaire, et la partie <i>Signaux conjoncturels – Résultats des entretiens menés par la BNS avec les entreprises</i> . Il est publié à la fin des mois de mars, de juin, de septembre et de décembre, en français, en allemand et en italien (sous forme imprimée et électronique); la version anglaise paraît quant à elle sous forme électronique. |
| Rapport sur la stabilité financière | Le <i>Rapport sur la stabilité financière</i> contient une appréciation de la stabilité du secteur bancaire suisse. Il paraît chaque année au mois de juin en anglais, puis en français et en allemand au mois d'août (sous forme imprimée et électronique). |
| Données importantes de politique monétaire | La Banque nationale publie chaque semaine les <i>Données importantes de politique monétaire</i> . Elles concernent le taux directeur de la BNS, le SARON, le taux spécial et le taux d'intérêt sur les avoirs en comptes de virement. Elles incluent aussi des données sur les avoirs à vue à la BNS et sur les réserves minimales. |

Les publications *Les banques en Suisse*, *Comptes financiers de la Suisse* et *Investissements directs* paraissent chaque année en français, en allemand et en anglais (sous forme imprimée et électronique). En outre, la BNS fournit de nombreuses données sur son site Internet, et notamment sur son portail de données <https://data.snb.ch>, où des dossiers et de plus amples informations sont disponibles.

Publication de
données statistiques

La Banque nationale publie, à intervalles irréguliers, des articles et travaux de recherche économique dans ses *Swiss National Bank Economic Studies* et ses *Swiss National Bank Working Papers*. La langue de parution est en général l'anglais. Le *Swiss National Bank Research Report* présente une rétrospective des travaux de recherche menés par la BNS au cours de l'année écoulée (publication annuelle, en anglais, et sous forme électronique).

SNB Economic Studies
SNB Working Papers
SNB Research Report

Le *Rapport de durabilité* que publie chaque année la Banque nationale expose la manière dont elle applique le principe de durabilité dans les domaines touchant au personnel, à la société et à l'environnement. De 2009 à 2016, la BNS a présenté chaque année un *Rapport sur l'environnement* qui se limitait aux objectifs et aux progrès accomplis en matière de gestion environnementale. Le rapport de durabilité paraît en français, en allemand, en italien et en anglais (sous forme électronique).

Rapport de durabilité

L'ouvrage commémoratif paru à l'occasion du centenaire de la Banque nationale retrace l'histoire de cette dernière et traite de différents sujets portant sur la politique monétaire. Il est disponible en librairie en italien et en anglais (les versions française et allemande sont épuisées). Les versions électroniques peuvent être consultées en ligne dans les quatre langues.

Banque nationale
suisse 1907-2007

**La Banque nationale
suisse à Berne –
Une chronique illustrée**

L'ouvrage *La Banque nationale suisse à Berne – Une chronique illustrée* a été publié en collaboration avec la Société d'histoire de l'art en Suisse (SHAS) à l'occasion du centenaire de l'inauguration du bâtiment principal sis Place fédérale 1, à Berne. Cette publication bilingue (allemand/français) est vendue en librairie et est disponible sous forme électronique.

**Rapport de l'enquête
sur les moyens de
paiement**

Le rapport *Enquête sur les moyens de paiement 2017* informe des résultats d'une enquête représentative sur les habitudes de paiement et sur l'utilisation du numéraire par les ménages en Suisse. Ce rapport est disponible en ligne dans les langues française, allemande, italienne et anglaise.

Exposés

Les membres de la Direction générale prennent régulièrement position sur des questions de politique monétaire dans des *exposés*.

**Notre Banque
nationale**

Notre Banque nationale, moyen d'information destiné aux écoles et à un large public, explique de façon simple et claire le monde de la Banque nationale, la politique monétaire, l'importance de la stabilité des prix, l'histoire du cours plancher et d'autres thèmes. Cette documentation peut être consultée dans les quatre langues sur <http://our.snb.ch> et dans une brochure disponible sous forme imprimée et électronique.

**Chaîne YouTube/
Choix de vidéos**

La Banque nationale propose un offre étendue de vidéos sur sa *chaîne YouTube*. De nombreux films présentent les éléments graphiques et de sécurité dont sont dotés les nouveaux billets de banque ainsi que leur processus de fabrication. Le film «La Banque nationale suisse – Son action et son fonctionnement», d'une durée de 15 minutes, donne un aperçu de l'institution et de la conduite de la politique monétaire. Les films sont disponibles en français, en allemand, en italien et en anglais. La chaîne YouTube propose en outre les enregistrements vidéo des conférences de presse et des assemblées générales («Web TV»), ainsi que ceux des événements organisés par la Recherche de la BNS («TV-Recherche»). La chaîne YouTube et les différents films sont disponibles sur le site Internet de la BNS.

La Banque nationale annonce en quatre langues sur *Twitter* les informations et publications disponibles dans son offre en ligne.

Twitter

Iconomix est une offre de formation proposée en ligne par la Banque nationale. Elle comprend un matériel d'enseignement varié, à télécharger ou à commander. Elle s'adresse principalement aux enseignants du degré secondaire II (gymnases et écoles professionnelles) qui donnent des cours portant sur l'économie ou la société, mais est aussi accessible au grand public. Cette offre est disponible en français, en allemand et en italien; certains contenus sont également proposés en anglais. Le site est accessible sous www.ikonomix.ch.

Iconomix

Le *glossaire* explique les principaux termes du monde de la finance et de la politique monétaire. Il peut être consulté sur www.snb.ch en français, en allemand, en italien et en anglais.

Glossaire

Les *Questions et réponses*, qui peuvent être consultées sur le site www.snb.ch, à la rubrique Grand public, traitent de thèmes concernant la Banque nationale. Elles sont disponibles en français, en allemand, en italien et en anglais.

Questions et réponses

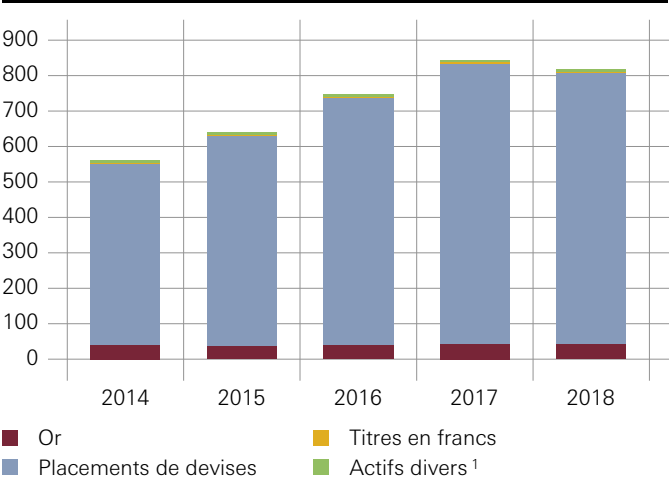
Les publications et les moyens d'information de la BNS peuvent être commandés auprès de la bibliothèque de cette dernière. Leurs versions électroniques figurent sur le site Internet, à l'adresse www.snb.ch, Publications. Les publications à caractère historique sont disponibles sur www.snb.ch, La BNS/Histoire/Publications. Les exposés sont publiés sur www.snb.ch, Pages recommandées/Conférences.

Commandes

2 BILAN DE LA BANQUE NATIONALE (DONNÉES AGRÉGÉES)

ACTIFS EN FIN D'EXERCICE

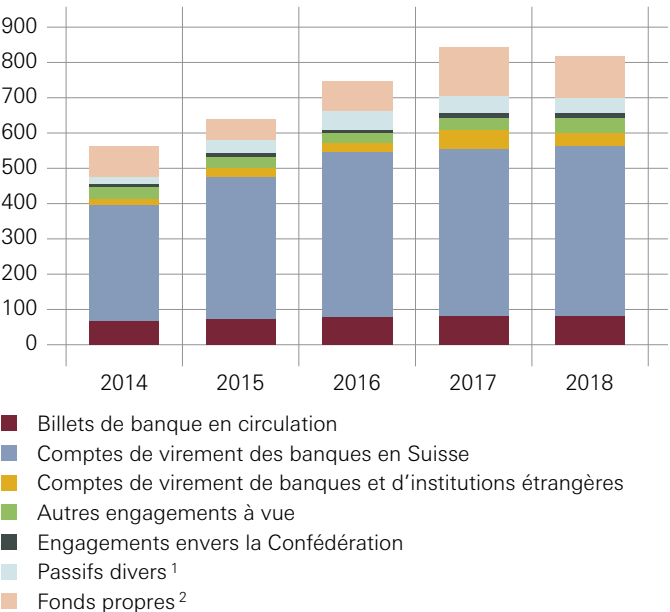
En milliards de francs



¹ Position de réserve au FMI, moyens de paiement internationaux, crédits d'aide monétaire, immobilisations corporelles, participations et autres actifs.
Source: BNS.

PASSIFS EN FIN D'EXERCICE

En milliards de francs



1 Engagements en monnaies étrangères, contrepartie des DTS alloués par le FMI et autres passifs.

2 Provision pour réserves monétaires, capital-actions, réserve pour distributions futures (avant affectation du bénéfice) et résultat de l'exercice.

Source: BNS.

3 ADRESSES

| | | | |
|-------------------------|---|---|--|
| Sièges | Berne | Place fédérale 1 Case postale, 3003 Berne | Tél. +41 58 631 00 00 Fax +41 58 631 50 00 E-mail snb@snb.ch |
| | Zurich | Börsenstrasse 15 Case postale, 8022 Zurich | Tél. +41 58 631 00 00 Fax +41 58 631 50 00 E-mail snb@snb.ch |
| Représentations | Bâle | Freie Strasse 27 Case postale, 4001 Bâle | Tél. +41 58 631 40 00 E-mail basel@snb.ch |
| | Genève | Rue de la Croix-d’Or 19 Case postale, 1211 Genève | Tél. +41 58 631 40 20 E-mail geneve@snb.ch |
| | Lausanne | Avenue de la Gare 18 Case postale, 1001 Lausanne | Tél. +41 58 631 40 10 E-mail lausanne@snb.ch |
| | Lucerne | Münzgasse 6 Case postale, 6007 Lucerne | Tél. +41 58 631 40 40 E-mail luzern@snb.ch |
| | Lugano | Via Giovan Battista Pioda 6 Case postale, 6901 Lugano | Tél. +41 58 631 40 60 E-mail lugano@snb.ch |
| | Saint-Gall | Neugasse 43 Case postale, 9004 Saint-Gall | Tél. +41 58 631 40 70 E-mail st.gallen@snb.ch |
| Agences | La Banque nationale suisse a également des agences, gérées par des banques cantonales, dans les localités suivantes: Altdorf, Appenzell, Coire, Fribourg, Genève, Glaris, Liestal, Lucerne, Sarnen, Schaffhouse, Schwyz, Sion, Stans et Zoug. | | |
| Succursale à l'étranger | Singapour | 8 Marina View #35-02 Asia Square Tower 1 Singapore 018960 | Tél. +65 6580 88 88 E-mail singapore@snb.ch |

Bibliothèque

Börsenstrasse 10
8001 Zurich

Tél. +41 58 631 11 50
Fax +41 58 631 50 48
E-mail library@snb.ch

Dès fin octobre 2019:
Forum BNS
Fraumünsterstrasse 8
8001 Zurich

Editeur

Banque nationale suisse
Secrétariat général
Börsenstrasse 15
CH-8001 Zurich

Langues

Français, allemand, italien et anglais.

Conception

Interbrand AG, Zurich

Composition et impression

Neidhart + Schön Group AG, Zurich

Copyright

La reproduction et l'utilisation des chiffres et des textes à des fins non commerciales sont autorisées avec indication de la source.

Dans la mesure où les informations et les données proviennent manifestement de sources tierces, il appartient à l'utilisateur de ces informations et de ces données de respecter d'éventuels droits d'auteur et de se procurer lui-même, auprès des sources tierces, les autorisations en vue de leur utilisation.

Illustrations

Copyright des photographies: SNB/BNS

Photographe: Michael Stahl, Berne (page 34)

Edition

14^e édition, juillet 2019





SCHWEIZERISCHE NATIONALBANK
BANQUE NATIONALE SUISSE
BANCA NAZIONALE SVIZZERA
BANCA NAZIUNALA SVIZRA
SWISS NATIONAL BANK

